

CONTRIBUTION DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT À LA RÉUNION DE LA COP21  
À LA CCNUCC

# L'AFRIQUE ET LE CLIMAT: UNE OPPORTUNITÉ POUR S'ADAPTER ET PROSPÉRER



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT



**TOUS ENSEMBLE  
POUR LE CLIMAT**

[cop21.gouv.fr](http://cop21.gouv.fr) #COP21





CONTRIBUTION DE LA BANQUE  
AFRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT  
À LA RÉUNION DE LA COP21  
À LA CCNUCC

L'AFRIQUE ET LE  
CLIMAT: UNE  
OPPORTUNITÉ  
POUR S'ADAPTER  
ET PROSPÉRER

## REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit d'une collaboration louable entre le personnel de la plupart des départements de la BAD. Anthony Nyong a dirigé et supervisé la production de ce rapport avec le soutien précieux d'Alhamndou Dorsouma et d'Audrey Rojkoff. Nous voudrions témoigner notre gratitude à Kevin Urama, Kurt Lonsway, Olivier Shingiro, Samuel Blazyk, Davinah Milenge, Gareth Phillips, Tom Owiyo, Musole Musumali, Joao Cunha, Andrew Carter, Louise Brown, Monojeet Pal, Pacifica Achieng, Caroline Jehu-Appiah, Girma Bekele, Christian Marks, Carlos Mollinedo, Lawrence Tawah, Mouhamed Ba, Malango-Atupele Mughogho, Xinxing Li, Amira Elmissiry, Max Jarrett, Mohamed El Azizi, Kapil Kapoor, Siphon Moyo, Maria Mulindi et Lamin Barrow.

Nous remercions tout particulièrement Catherine Cameron, Andrew Johnston, Marcus Cox, Marie Renault et Nadim Guelbi (Créon Design), pour leur contribution en tant que consultants.

### **Emmanuel Ebot Mbi**

Premier Vice-Président chargé  
d'opération en chef  
Banque africaine de développement

### **Simon Mizrahi**

Directeur – Département des résultats  
et du contrôle de la qualité  
Banque africaine de développement

### **Alex Rugamba**

Directeur – Département de l'énergie,  
de l'environnement et du changement climatique  
Banque africaine de développement

---

Copyright © 2015 Banque africaine de développement

Tous droits réservés. Publié en novembre 2015.

Groupe de la Banque africaine de développement

### **Contribution de la Banque africaine de développement à la réunion de la COP21 à la CCNUCC — L'Afrique et le climat: une opportunité pour s'adapter et prospérer**

Le présent document a été élaboré par le Département du contrôle de la qualité et des résultats de la Banque africaine de développement. Les appellations utilisées dans la présente publication n'impliquent pas l'expression d'une opinion de la part de la Banque africaine de développement concernant le statut juridique de tout pays ou territoire ou la délimitation du tracé de ses frontières. Même si toutes les dispositions ont été prises pour présenter des informations fiables, la Banque africaine de développement décline toute responsabilité pour les conséquences de leur utilisation.

Note: Dans le présent rapport, le terme « dollar » ou le symbole \$ renvoie au dollar des États-Unis (USD).

### **Banque africaine de développement**

Immeuble CCIA - Avenue Jean-Paul II - 01 B.P. 1387 Abidjan 01, Côte d'Ivoire  
Tél.: (225) 20 26 36 56 • Fax: (225) 20 21 31 00

**[www.afdb.org](http://www.afdb.org)**

<b>Avant-propos</b>	<b>vii</b>
<b>1 La menace climatique et la chance pour l'Afrique</b>	<b>1</b>
Le défi climatique en Afrique	1
Le changement climatique s'accompagne d'opportunités	3
Augmenter l'accès de l'Afrique aux financements pour l'adaptation	6
<b>2 COP21: Conclure un accord qui réponde aux besoins de l'Afrique</b>	<b>7</b>
L'Afrique et les Contributions prévues déterminées au niveau national (INDC)	8
L'Afrique a besoin de financement climatique supplémentaire pour l'atténuation et l'adaptation	9
Il faut une approche innovante de l'adaptation	10
Les pays africains montrent déjà la voie	11
<b>3 Le rôle vital de la BAD pour les opportunités climatiques en Afrique</b>	<b>13</b>
La BAD mobilise les ressources climatiques pour l'Afrique	14
La BAD aide l'Afrique à faire face et à s'épanouir (adaptation)	14
La BAD crée des opportunités pour un développement à basse émission de carbone (atténuation)	18
La BAD soutient la position de l'Afrique dans le processus de négociation de la CCNUCC	23
<b>4 Recommandations et perspectives</b>	<b>24</b>
Pour les gouvernements africains	24
Pour la communauté internationale	25
Les perspectives: Engagements de la Banque africaine de développement	26



# Avant-propos

Une action mondiale concertée sur le climat est cruciale. Elle l'est particulièrement pour l'Afrique, le continent le plus vulnérable aux effets du changement climatique.

En effet, alors que tant d'Africains vivent à la limite du seuil de pauvreté, le changement climatique pourrait anéantir la plupart des progrès déjà réalisés en matière de développement. Pour lutter contre ces effets néfastes, l'Afrique doit sans cesse s'adapter.

Toutefois, si cet effort constant est une contrainte, la voie qui s'ouvre aujourd'hui pour un développement plus durable présente une occasion de parvenir à la transformation économique du continent. L'engagement commun pour un futur sobre en carbone qui sera pris lors de la COP21, représente une opportunité sans précédent pour l'Afrique.

L'Afrique dispose d'un gigantesque potentiel en énergies renouvelables. Grâce à une vision juste et à des engagements politiques forts, elle peut contribuer à la révolution mondiale de l'énergie en passant directement aux technologies renouvelables et en améliorant les vies grâce à des énergies domestiques plus propres et plus sûres. L'Afrique doit également accélérer ses efforts pour apporter l'énergie aux 645 millions de personnes dépourvues d'électricité et aux 700 millions de personnes dépourvues d'accès à une énergie propre pour la cuisine.

Des cercles vertueux peuvent ainsi se mettre en place dans les secteurs, notamment, de l'agriculture et du développement urbain. En effet, un développement respectueux du climat peut entraîner des augmentations majeures de la production agricole; les villes africaines, dont la croissance est rapide, peuvent devenir les moteurs du développement durable, et ce, tout en offrant de meilleures conditions de vie à leurs habitants.

À la Banque africaine de développement, nous sommes engagés à travailler étroitement avec les pays africains pour les aider à faire face aux défis du changement climatique et à conduire leur transition vers la croissance verte. Nous donnerons l'impulsion pour que tous les Africains aient accès à l'énergie à moderne d'ici à 2025. Nos opérations incluront la dimension climat dès leur conceptualisation. Et nous continuerons à utiliser notre expertise pour mobiliser davantage de finance climatique et pour aider les Etats africains à parler d'une seule voix dans l'arène politique internationale.

Nous avons là l'occasion de façonner notre avenir commun. Il nous faut maintenant agir résolument et rendre le monde meilleur pour les générations d'aujourd'hui et de demain.



**Akinwumi ADESINA**

Président du Groupe de la Banque africaine de développement



---

**TOUS ENSEMBLE  
POUR LE CLIMAT**

---

[cop21.gouv.fr](http://cop21.gouv.fr) #COP21

# 1 La menace climatique et la chance pour l'Afrique

*“ Le changement climatique est le plus grand défi de notre temps pour le développement. La COP21 présente une opportunité unique de relever ce défi. La voix de l'Afrique est cruciale si l'on veut garantir le succès de la COP21. Et la voix de l'Afrique se fera entendre. ”*

Akinwumi Adesina, Président du Groupe de la Banque africaine de développement

## Le défi climatique en Afrique

Un accord fort lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP21) est particulièrement vital pour l'Afrique, car le continent fait face à des risques climatiques aigus. Sept Africains sur dix dépendent pour leur survie de l'agriculture, secteur économique le plus vulnérable et le plus exposé aux impacts du climat : plus de 90 % de l'agriculture

### MESSAGE CLÉ : l'Afrique est à un carrefour

*l'Afrique est particulièrement vulnérable au changement climatique et souffre déjà de ses pires effets. Sans un accord mondial qui limite le réchauffement à 1,5 °C et accorde une aide supplémentaire à l'Afrique pour son adaptation, les progrès de développement durement acquis par le continent pourraient s'inverser.*

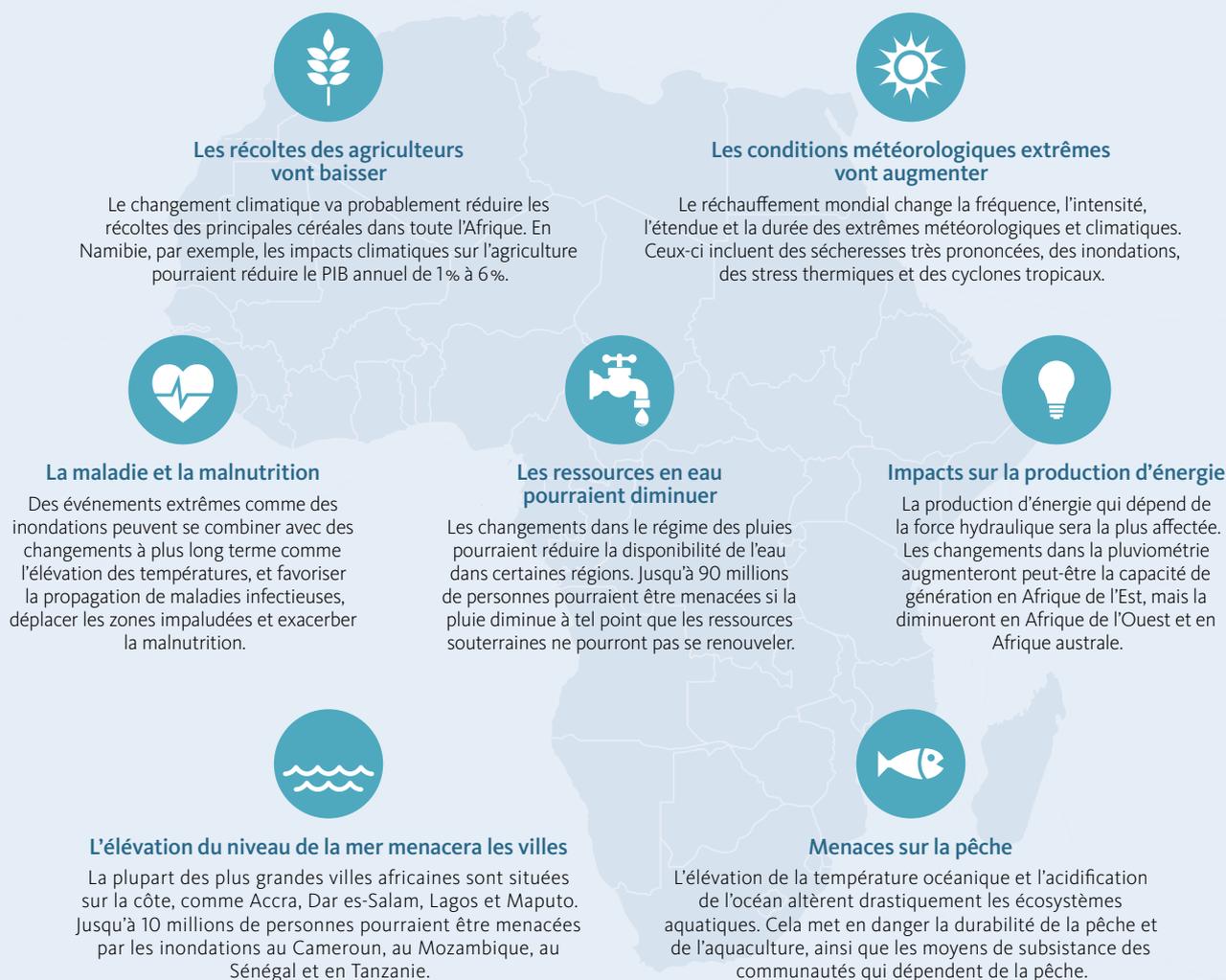
africaine repose sur les précipitations. Les hauts niveaux de pauvreté générale signalent que des millions de personnes sont déjà aux marges de la survie ; pour ces populations, même de petits changements peuvent avoir des effets dévastateurs.

Les phénomènes climatiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations, les stress thermiques et les cyclones tropicaux vont s'intensifier et se multiplier : dans certains cas, les extrêmes climatiques d'aujourd'hui pourront être le temps « normal » de demain. L'élévation du niveau de la mer va menacer l'importante population côtière de l'Afrique. Ces impacts ne mettront pas seulement en péril le bien-être et les moyens de subsistance des populations, ils endommageront l'environnement et l'économie (Figure 1).

Les impacts climatiques en question ne vont pas advenir séparément ou isolément, mais vont interagir les uns avec les autres, et parfois se renforcer mutuellement. Des impacts climatiques successifs et continus auront un effet cumulatif et amplifieront le déséquilibre des risques entre les pays riches et les pays pauvres.

Figure 1: **L'Afrique est confrontée à des risques climatiques aigus**

## L'Afrique est particulièrement vulnérable au changement climatique et souffre déjà de ses pires effets



Les familles et les communautés pauvres supportent le poids de ces impacts car un cycle vicieux relie les impacts climatiques et la pauvreté rurale. Le coût économique sera de 45–50 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2040, et jusqu'à 7 % de produit intérieur brut (PIB) annuel en moyenne d'ici à 2100.

Les dommages qui en découleront sur le développement des communautés, des pays et de la région dans son ensemble pourraient annihiler les progrès durement gagnés par l'Afrique.

L'incertitude est un critère de base dans le changement climatique, spécialement en Afrique où l'on pâtit de grandes lacunes dans les données

d'observation du climat. Cependant, la mise en place de mesures de gestion des risques ne doit pas être retardée. Le changement climatique ébranle déjà les succès de développement de l'Afrique.

Il est urgent de poser des actions vastes et rapides, d'une part pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (atténuation) et d'autre part pour s'adapter aux effets du changement climatique (adaptation). Heureusement, il existe plusieurs opportunités de réponse avec des mesures qui aident les pays non seulement à faire face au changement climatique mais aussi à construire une résilience et une prospérité sur le long terme. De nombreux pays africains saisissent déjà ces opportunités.

## Le changement climatique s'accompagne d'opportunités

Le besoin de répondre au changement climatique présente également une chance pour stimuler la transformation économique dont l'Afrique a besoin : un développement qui résiste au climat, à faible émission de carbone, qui stimule la croissance, comble le déficit énergétique et réduit la pauvreté. Le changement climatique souligne l'urgence d'adopter des politiques saines, génératrices de croissance indépendamment de la menace climatique.

La croissance qui soutient la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement, l'efficacité des ressources et la croissance économique dans l'intégration – parfois appelée croissance verte – est une opportunité intéressante pour les pays africains. Les stratégies de croissance verte peuvent générer des politiques et des programmes qui atteignent ces objectifs simultanément. Elles accélèrent les investissements dans les technologies et les nouvelles industries propres, tout en gérant les coûts et les

risques pour les contribuables, les entreprises et les communautés.

**MESSAGE CLÉ:** Le changement climatique présente une opportunité de transformer les perspectives de l'Afrique

*L'adaptation au changement climatique combinée avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre peut aider à stimuler la transformation économique dont l'Afrique a besoin : un développement qui résiste au climat, à faible émission de carbone, qui stimule la croissance, comble le déficit énergétique et réduit la pauvreté.*

La transition vers la croissance verte protège les moyens de subsistance ; améliore l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire ; promeut l'usage durable des ressources naturelles ; et stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement économique.

### **L'opportunité pour l'énergie : le bouquet énergétique durable**

Les pays africains doivent d'urgence augmenter la production électrique dans de vastes proportions pour atteindre l'accès universel à l'énergie – mais ils ont la possibilité de le faire grâce à une combinaison appropriée d'énergies qui permettra à l'Afrique d'éclairer et d'alimenter ses villes, ses zones rurales et ses économies.

L'Afrique dispose d'un gigantesque potentiel en énergies renouvelables. – hydraulique, solaire, éolienne et géothermale. La capacité de génération solaire pourrait atteindre plus de 10 000 GW ; la capacité éolienne, 109 GW ; la capacité hydraulique, 350 GW ; et la capacité géothermale environ 15 GW. L'Afrique doit libérer au maximum son potentiel d'énergies renouvelables.

Traiter les inefficacités fondamentales des systèmes énergétiques africains créera également des opportunités d'investissements. Il n'est pas acceptable que les populations africaines les plus pauvres payent l'électricité à un prix parmi les plus élevés du monde. Remédier à cela présente une opportunité d'investissement considérable. Des millions d'Africains privés d'énergie, non reliés au réseau, qui gagnent moins de 2,50 dollars américains par jour, représentent déjà un marché énergétique de plus de 10 milliards de dollars par an.

### **L'opportunité agricole : un cercle vertueux**

L'agriculture assure la subsistance de plus de 70 % des populations africaines, aussi l'investissement dans l'agriculture revêt une importance fondamentale. À l'échelle mondiale, l'Afrique possède la plus grande quantité de terre arable non exploitée, équivalente à 25 % de la terre fertile mondiale. Alors que le changement climatique reste une menace majeure pour ce secteur, il offre également des opportunités. Avec des pratiques agricoles intelligentes face au climat, la production agricole annuelle africaine pourrait passer de 280 milliards de dollars américains à 880 milliards d'ici à 2030. Cela ouvre à l'Afrique la perspective de se nourrir et de créer des emplois.

Les stratégies qui apportent leur soutien à des écosystèmes sains peuvent jouer un rôle dans l'augmentation de la résilience et dans l'assistance aux populations dans leur adaptation au changement climatique. L'investissement dans un usage durable de la terre grâce à une agriculture intelligente face au climat peut inverser le cercle vicieux en élevant le revenu du petit producteur, en réduisant la vulnérabilité et en renforçant la sécurité alimentaire nationale, tout en baissant les émissions de gaz à effet de serre.

Les petits exploitants agricoles de certains pays ont déjà pris l'initiative et fait preuve d'ambition et d'innovation en s'adaptant au risque climatique. L'approche nigérienne de l'agroforesterie, menée par les agriculteurs, a amélioré les moyens de subsistance tout en contribuant à l'adaptation et à l'atténuation sur 5 millions d'hectares de terre. La plantation intercalaire d'arbres fixant l'azote a augmenté le couvert en arbres et en arbustes, et a assaini 250 000 hectares de sol dégradé. Le revenu réel brut annuel s'est élevé de 1000 dollars par famille pour plus d'un million

de familles. Ces techniques agroforestières se sont aujourd'hui répandues au Mali.

Plusieurs pays modélisent des programmes locaux aux niveaux régional ou national, ce qui permet un changement massif. Le Ghana, le Kenya et la Tanzanie étendent les programmes de protection sociale. L'amélioration de l'agriculture est un thème central de la stratégie économique verte et résistante au climat de l'Éthiopie. Dans la région du Tigray en Éthiopie, les communautés ont développé et mis en œuvre des stratégies pour réglementer l'accès aux pâturages communaux afin de lutter contre la dégradation des terres. Le gouvernement a étendu ces initiatives locales à travers un cadre politique national.

### **L'opportunité urbaine : prendre la route de l'intelligence**

Les cités croissent comme jamais, tout particulièrement dans le monde en développement. D'ici à 2030, 60 % de la population mondiale vivra dans des villes. Les villes sont les moteurs de la croissance économique ; elles produiront environ 85 % du PIB mondial en 2015, ainsi que de 71 à 76 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) du monde liées à l'énergie.

Avec leurs populations denses, leur concentration d'infrastructures et leurs vastes surfaces bitumées, les villes sont également particulièrement vulnérables aux inondations, aux tempêtes brutales et aux autres impacts climatiques, spécialement près des côtes et sur les rivières. Les investissements en infrastructures qui seront réalisés dans les villes dans les quelques prochaines années devront être à la fois à faible émission de carbone et résistantes au climat.

### **Encadré 1: Les villes intelligentes prennent l'initiative**

Dans la dernière décennie, les villes sont apparues comme une énorme force d'action pratique. Quelque 228 villes ont adopté des cibles de réduction de GES s'élevant à 30 gigatonnes de CO<sub>2</sub> (GtCO<sub>2</sub>) d'ici à 2050, quantité équivalente aux émissions combinées de la Chine et de l'Inde. **C40, Cities Climate Leadership Group**, créé il y a dix ans, est le point focal de la coopération. Trois des mégavilles africaines – Lagos, Johannesburg et Addis-Abeba – se sont engagées activement dans le groupe, et Dar es-Salam, Nairobi et Le Cap y ont un statut d'observateurs.

Une initiative lancée en 2013, **100 villes résilientes**, aide les villes à devenir plus résilientes aux défis physiques, sociaux et économiques qui marquent une part grandissante du XXI<sup>e</sup> siècle. Six villes africaines en sont membres : Accra (Ghana), Arusha (Tanzanie), Dakar (Sénégal), Durban (Afrique du Sud), Enugu (Nigéria) et Kigali (Rwanda).

Un autre groupe, le Compact des maires, a été annoncé au Sommet sur le climat de 2014. Il comprend le C40, les Gouvernements locaux pour la durabilité de l'ICLEI, les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et UN Habitat. Huit villes africaines y participent : Dakar, Lagos et six villes sud-africaines : Le Cap, KwaDukuza, Nelson Mandela Bay, Tshwane, Durban et Johannesburg.

Les villes peuvent prendre la bonne route en adoptant un développement plus compact et efficient – en augmentant la productivité économique, en améliorant la qualité de l'air et la santé publique, en réduisant la pauvreté et en relevant la sécurité. Une telle approche plaît aux investisseurs et diminue le coût des infrastructures et des services publics. Construire des villes intelligentes, c'est construire plus sainement des lieux plus vivables et plus productifs qui réduisent également les émissions de GES (Encadré 1).

## Augmenter l'accès de l'Afrique aux financements pour l'adaptation

Le manque de financement est une contrainte de poids à l'exploitation des opportunités climatiques en Afrique. Bien qu'il existe des opportunités de financement pour soutenir le développement résistant au climat en Afrique, les besoins dépassent de loin les ressources disponibles. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a avancé que les coûts moyens annuels de l'adaptation au changement climatique inévitable en Afrique atteindront 7 à 15 milliards de dollars des États-Unis d'ici à 2020. Et ils seront portés à 15–18 milliards pour la décennie suivante si le monde reste sur la trajectoire qui conduit à un réchauffement climatique moyen de 3,4 °C à 4 °C.

Si l'on s'en tient à un chiffre moyen, 11 milliards de dollars seront nécessaires d'ici à 2020. Jusqu'à présent, le financement de l'adaptation pour l'Afrique, tant

bilatéral que multilatéral, se monte à 516 millions de dollars par an en moyenne, en provenance de fonds mondiaux pour le climat. En outre, l'accent mis sur les projets détourne les ressources des gouvernements receveurs loin des réponses systémiques nécessaires pour étayer des approches à l'adaptation générant de vrais changements.

La première partie de ce document souligne le rôle que la BAD joue en mobilisant des financements et en créant une dynamique pour un développement à faible émission de carbone et résilient au climat. La deuxième partie examine ce qui doit être réalisé à la COP21 pour garantir que l'Afrique puisse non seulement affronter le changement climatique mais aussi transformer ses économies et s'épanouir. ■

## 2 COP21: Conclure un accord qui réponde aux besoins de l'Afrique

*“ Les résultats de la négociation d'un futur aboutissement légal devraient répondre aux priorités de développement de l'Afrique tout en assurant l'adéquation d'un effort de réduction mondiale des émissions pour garantir la sécurité du continent. ”*

Xolisa Ngwadla, négociateur en chef pour l'Afrique de la Plate-forme de Durban

La COP21 offre aux gouvernements africains l'opportunité de prendre la tête du mouvement sur le climat, en construisant un avenir résilient au climat et à faible émission de carbone, tout en contribuant aux efforts mondiaux d'atténuation. En parlant d'une seule voix, l'Afrique peut faire partie de la solution et jouer un rôle clé dans la conception, l'adoption et la mise en œuvre du nouvel accord sur le changement climatique.

**MESSAGE CLÉ:** Le sommet sur le climat de la COP21 doit aboutir à un accord qui réponde aux besoins de l'Afrique

*En parlant d'une seule voix à la COP21, les pays africains jouent un rôle essentiel dans la conception d'un nouvel accord qui permet d'éviter un réchauffement mondial catastrophique tout en aidant l'Afrique à construire un développement résilient au climat et à faible émission de carbone.*

Cette opportunité comporte deux aspects. D'abord l'ambition et l'engagement d'ensemble. En 2010 le principe de l'« accès équitable au développement durable » a été adopté comme thème directeur pour l'accord de la CCNUCC. Les gouvernements africains ont joué un rôle important en exprimant la façon dont ce principe pouvait être interprété pour la justice dans le domaine du climat, et s'écartant de l'impasse sur les « responsabilités communes mais différenciées ». Il est capital pour l'Afrique que la COP21 aboutisse aux engagements nécessaires pour limiter le réchauffement mondial moyen à 1,5°C, et sécurise le soutien requis pour permettre une transition à basse émission de carbone à la vitesse et à l'échelle nécessaires.

Ensuite, pour le propre développement de l'Afrique. Plusieurs gouvernements africains reconnaissent aujourd'hui qu'il n'y a pas de compromis entre la croissance et l'action climatique. Le développement résilient au climat est une partie indispensable de toute stratégie de croissance inclusive.

La BAD est en bonne position pour soutenir ces développements, étant donné sa capacité à mobiliser des ressources considérables au sein d'une institution, et de se positionner comme le premier défenseur de l'Afrique pour

l'énergie. Ainsi, elle peut contribuer de façon significative à la réalisation des objectifs de sa stratégie à dix ans de promotion de la croissance inclusive et de la transition vers la croissance verte.

La réunion de Paris de la COP21 offre également l'opportunité de construire sur des progrès plus larges en 2015, vers un développement meilleur et plus durable (Encadré 2). En 2015 le mode s'est accordé sur

une voie avec l'adoption des Objectifs mondiaux et a bien progressé à la conférence Financement pour le développement d'Addis-Abeba. Les Objectifs mondiaux comprennent des cibles spécifiques sur le changement climatique (« Prendre des mesures d'urgence pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ») et sur l'énergie (« Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et renouvelables à un coût abordable »).

### Encadré 2: La montée en puissance vers la COP21

La montée en puissance vers Paris a vu l'émergence d'une approche fraîche des négociations sur le climat. En 2011, on a vu un changement dans la diplomatie du climat, après la prise de conscience que l'impasse Nord-Sud qui avait prévalu pendant vingt ans n'était pas propice à l'action effective. Il y a eu finalement une entente sur le fait que des pays comme la Chine et l'Éthiopie ne pouvait pas être regroupés, ce qui a permis un dialogue plus constructif.

En appelant à un accord sur le changement climatique qui prenne en compte les problèmes de l'Afrique, et en militant pour cela, les décideurs africains ont injecté un dynamisme politique supplémentaire au Comité des chefs d'État et de gouvernement sur le changement climatique (CAHOSCC) et à la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE).

On a connu une quantité d'actions positives provenant d'autres horizons. Cela comprend les multiples développements positifs au niveau urbain. La communauté des affaires s'est également engagée très activement, avec un groupe de 25 réseaux d'entreprises mondiales demandant des mécanismes d'établissement du prix du carbone, la redirection des subventions accordées pour les combustibles fossiles, la collaboration entre les secteurs privé et public pour garantir que les engagements soient tenus, et une augmentation des fonds publics au-delà des 100 milliards de dollars par an engagés en 2009.

Un autre développement positif a été l'augmentation du nombre de marchés du carbone. Quelque 39 juridictions nationales et sous-nationales appliquent ou mettent en place des instruments d'évaluation du prix des émissions de carbone, dont des dispositifs de commerce et de taxes.

La nécessité pour les pays les plus vulnérables de faire entendre leurs voix à la COP21 a conduit à l'établissement du Groupe de ministres des Finances de vingt pays vulnérables (V20) à Lima en octobre 2015. Le V20 comprend vingt pays à bas revenus, revenu moyen, moins développés, sans débouchés maritimes et des petits États insulaires, dont six africains. Le V20 s'emploie à renforcer la coopération économique et financière pour dépasser les obstacles au financement climatique et augmenter la facilité, le volume et la qualité du financement climatique international.

## L'Afrique et les Contributions prévues déterminées au niveau national (INDC)

Les pays africains ont eu l'opportunité de déclarer leur ambition à travers la soumission de leurs Contributions prévues déterminées au niveau national (INDC). Ces

engagements présentent un apport clé aux attentes mondiales de la COP21 et formeront la base d'un accord climatique pour l'après-2020. Ils offrent une vision de

la voie de développement choisie par chaque pays. Les INDC sont des engagements de type « *bottom-up* » de toutes les nations envers l'objectif commun de limiter l'augmentation moyenne de la température de surface à 1,5°C, et ils couvrent les cinq éléments de la plate-forme de Durban – atténuation, adaptation, financement, renforcement des compétences et transfert de technologie. Ce sont des engagements volontaires mais ils deviendront contraignants en cas d'accord atteint à la COP21. Toutes les nations ont dû soumettre leurs INDC à la fin octobre 2015.

Les INDC ont fourni aux gouvernements africains un véhicule pour établir leur ambition pour la transition vers un avenir de développement orienté vers la

croissance, résistant au climat et à faible émission de carbone. Ils pourraient devenir la feuille de route pour un développement financé par les banques de développement multilatérales et les donateurs. Ils ont offert aux nations africaines l'opportunité de faire la preuve de leur leadership dans le domaine du climat en présentant des projections ambitieuses d'émission et des plans de transition et de résilience. Ils pourraient renforcer le besoin d'un accord mondial crédible à la COP21, soutenu par des niveaux appropriés de financement. La BAD soutient fortement le développement des INDC par les pays africains, qui influenceront fortement les interventions de la Banque en relation avec le changement climatique sur le continent africain.

## L'Afrique a besoin de financement climatique supplémentaire pour l'atténuation et l'adaptation

L'Afrique, et tout spécialement l'Afrique subsaharienne, a reçu très peu de financements climatiques. De faibles financements ont été procurés par des structures fragmentées et excessivement bureaucratiques qui combinent de forts coûts de transaction avec un impact faible. La majorité du financement a été affectée à des projets de petite taille plutôt qu'à des programmes nationaux.

L'aide bilatérale est dominante dans le financement climatique pour l'Afrique. Elle a été très concentrée sur un petit nombre de pays, avec des projets au Kenya, au Malawi, en Afrique du Sud et en Tanzanie, qui absorbent 70 % du financement d'atténuation. Le financement multilatéral de l'adaptation est fragmenté et de ce fait inefficace. En 2013, 291 millions de dollars des États-Unis ont été approuvés pour des projets en Afrique subsaharienne à travers huit fonds d'adaptation

différents. Chaque fonds dispose d'une série spécifique d'institutions, de règlements et d'exigences de reporting.

**MESSAGE CLÉ:** Pour libérer le potentiel de l'Afrique, l'architecture mondiale du financement climatique doit être réformée

*La mise en place des fondations d'un avenir résistant au climat et à faible émission de carbone exigera une coopération internationale efficace et correctement financée. Le financement actuel est insuffisant et pas toujours adapté aux besoins de l'Afrique.*

Jusqu'à présent, l'Afrique n'a reçu que 4% du financement mondial pour le changement climatique, dont la plus grande part a concerné l'atténuation. L'Afrique aurait besoin d'une allocation plus importante, pour l'adaptation tout particulièrement.

Les pays développés doivent tenir leur engagement de fournir 100 millions de dollars par an d'ici à 2020 pour soutenir les actions sur le climat dans les pays en développement. Ces ressources devraient être apportées d'une façon mesurable, soumise à rapport et vérifiable, selon des voies clairement identifiables

pour la tenue de l'engagement. En outre, la distribution régionale de ce financement doit être équitable. Le Fonds vert pour le climat doit être muni de ressources pour mettre en œuvre ses objectifs.

Les gouvernements africains dépensent 21 milliards de dollars chaque année en subventions à l'énergie : 10 milliards pour le kérosène et d'autres produits à base de pétrole et 11 milliards pour couvrir les pertes d'utilité. Ces subventions pourraient être redirigées vers l'investissement dans l'énergie propre, la protection sociale et la connectivité ciblée pour les pauvres.

## Il faut une approche innovante de l'adaptation

Les gouvernements africains peuvent se présenter comme des leaders dans les négociations du financement climatique pour les approches de l'adaptation. Jusqu'à présent, l'aide à l'adaptation a été sujette à des approches à petite échelle, fondées sur des projets.

Le cinquième Rapport d'évaluation du GIEC a établi qu'en Afrique, « la majorité des gouvernements a mis en place des systèmes de gouvernance pour l'adaptation. On a observé des mesures pour la gestion des risques de catastrophe, l'adaptation des technologies et infrastructures. Parallèlement, on voit se développer des approches basées sur les écosystèmes, des mesures de santé publique. Cependant ces efforts restent isolés à ce jour ». Ceci n'est en rien une réponse appropriée aux risques grandissants qui menacent les populations africaines.

Le rapport du GIEC demande un modèle d'« adaptation par la transformation » qui « modifie les attributs fondamentaux d'un système en réponse au climat et à ses impacts. »

La Banque demande une réorganisation complète de l'architecture du financement climatique de l'adaptation, par la consolidation des nombreux fonds d'adaptation spécifiques sous un seul guichet, permettant ainsi des économies d'efficacité et réduisant les coûts de transaction. Un mécanisme mondial de financement pour l'adaptation accélérerait l'adaptation de l'Afrique au changement climatique.

Étant donné l'importance de l'adaptation pour l'Afrique et les lacunes actuelles dans le financement de l'adaptation, un mécanisme spécifique dédié à l'Afrique visant à soutenir l'adaptation sur le continent est essentiel. L'établissement d'une Initiative d'adaptation africaine répondrait aux lacunes actuelles de financement tout en garantissant la cohérence et l'efficacité dans la coordination des diverses initiatives en cours.

## Les pays africains montrent déjà la voie

Plusieurs pays africains se sont déjà lancés dans des programmes ambitieux intégrant l'action climatique dans le développement durable, et ils les financent sur leurs propres ressources. Ces stratégies font la preuve d'une approche gagnant-gagnant, travaillent pour l'intérêt national et réduisent les émissions mondiales.

### MESSAGE CLÉ : L'Afrique a un rôle de leader

*Certains pays africains sont aux avant-postes mondiaux pour le développement à faible émission de carbone et résistant au climat. Ils stimulent la croissance économique, élargissent les opportunités et réduisent la pauvreté, en particulier via l'agriculture.*

Davantage de pays reconnaissent aujourd'hui les coûts associés aux voies de développement à forte émission de carbone et les bénéfices des énergies renouvelables, de l'usage durable de la terre et du développement à faible émission de carbone. Ainsi l'Éthiopie, le Kenya et le Rwanda ont déjà mis des plans en place.

Il est à noter, d'après ces approches, que le débat a progressé. En Afrique il y a une décennie, de nombreux gouvernements pensaient qu'il pouvait y avoir un compromis entre l'action sur le climat et la croissance; l'atténuation climatique était largement considérée comme une idée imposée par le Nord. Aujourd'hui, les

gouvernements et le secteur privé voient de plus en plus le développement à faible émission de carbone comme une opportunité de croissance.

**La stratégie d'économie verte et résiliente au climat de l'Éthiopie** vise à faire atteindre au pays le statut de pays à revenu moyen d'ici à 2025 tout en développant une économie verte. Ses quatre piliers sont l'amélioration des récoltes et des pratiques de production du bétail; la protection et la replantation des forêts; l'augmentation de la génération d'énergies renouvelables; et le passage direct à des technologies économes en énergie pour les transports, l'industrie et la construction.

**Le plan de résilience climatique à faible émission de carbone du Kenya** est parfaitement intégré dans le plan national de développement, Kenya Vision 2030. Le Kenya a remplacé les modèles traditionnels de développement fondés sur le PIB par un nouveau modèle incorporant les dimensions sociales des progrès du développement. Le pays compte atteindre un développement durable à long terme grâce à une approche économique large, participative et verte.

**L'approche de croissance verte résiliente au climat du Rwanda** combine la création de richesse durable et la réduction de la pauvreté, grâce à une gestion durable des ressources naturelles et à une croissance économique résiliente au climat et verte. Cela comprend une des stratégies d'énergies renouvelables les plus ambitieuses au monde, avec un objectif de 50 % d'électricité générée par des énergies renouvelables d'ici à 2017, partant d'une situation de seulement 8 % en 2008. Les coûts d'ensemble sont de 500 millions de dollars des États-Unis pris sur les dépenses publiques.

**Les Fonds du changement climatique de l'Afrique de l'Est.** La communauté de l'Afrique de l'Est a développé une Politique du changement climatique, un Plan directeur du changement climatique et une Stratégie du changement climatique. La communauté

a également créé un Fonds du changement climatique, qui est en cours de capitalisation par ses États membres. L'objectif du fonds est d'aider ses États membres à s'adapter au changement climatique et à l'atténuer. ■

# 3 Le rôle vital de la BAD pour les opportunités climatiques en Afrique

Le traitement du changement climatique est au cœur de la mission de la Banque africaine de développement, qui est de stimuler le développement économique et le progrès social et d'aider ainsi à réduire la pauvreté. Comme l'a dit le Président de la Banque, Akinwuni Adesina, dans son discours d'investiture en septembre 2015, « nous devons construire des économies plus résilientes et réduire les risques de fragilité ».

**MESSAGE CLÉ:** La Banque africaine de développement a un rôle essentiel dans les opportunités climatiques en Afrique

*La BAD investit ses propres ressources et mobilise d'autres sources de financement nouvelles pour aider l'Afrique à faire face au changement climatique et à transformer ses économies, dans toute la gamme des besoins du continent – dont l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, l'eau et l'utilisation du sol.*

Les investissements de la BAD peuvent créer des opportunités pour que l'Afrique adopte une voie de développement à faible émission de carbone et résiliente au climat, qui renforce les capacités

## Encadré 3: Construire la résilience dans les investissements de la BAD avec le Système de sauvegarde climatique

Le système de sauvegarde climatique a quatre composantes :

- 1. Le dépistage climatique** évalue la vulnérabilité d'un concept de projet au changement climatique et note chaque projet de 1 (très vulnérable) à 3 (peu vulnérable).
- 2. La revue d'adaptation et les Procédures d'évaluation** identifient les mesures d'adaptation nécessaires à chaque projet, à partir de la catégorisation du projet.
- 3. Les fiches d'adaptation pays** apportent des projections climatiques mises à jour au niveau du pays, pour chaque projet, à partir des catégorisations.
- 4. La Base d'informations climatiques** est une base de données d'activités d'adaptation qui comporte des liens vers une large gamme de sources d'information sur l'adaptation. Elle procure les informations nécessaires au processus décrit ci-dessus.

d'adaptation et raffermir les institutions. Pour s'assurer que tous ses investissements soutiennent effectivement les objectifs du changement climatique, la Banque passe ses projets au crible des risques climatiques et insère la résilience dans la conception de ses projets avec le Système de sauvegarde climatique (Encadré 3).

La Banque développe également un outil de mesure du gaz à effet de serre pour pister et réduire les émissions résultant de ses investissements. Il permettra également à la Banque de suivre les cibles auxquelles se sont engagés les pays africains dans leurs INDC.

#### Encadré 4 : Les Fonds du changement climatique gérés par la BAD

La Banque soutient l'adaptation au changement climatique et son atténuation à travers une série de fonds et de mesures. Outre ceux mentionnés dans ce document, on compte :

- **Le Fonds pour les changements climatiques en Afrique.** Créé en avril 2014, ce fonds est le plus récent des instruments de financement climatique de la Banque. Il est conçu pour aider les pays africains à obtenir de plus grands montants de financement climatique et à utiliser les fonds reçus d'une façon plus efficace, et dans une vaste gamme d'activités résilientes au climat et à faible émission de carbone.
- **Le Fonds des énergies durables pour l'Afrique.** C'est un fonds fiduciaire multidonateurs qui investit dans des projets de petite et de moyenne taille menés par le secteur privé, tout en leur apportant une assistance technique, dans le but de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.
- **Le Fonds spécial de l'Initiative Climat pour le développement de l'Afrique (ClimDev-Afrique).** La BAD administre le Fonds spécial ClimDev qui met en commun des ressources pour financer la génération et l'utilisation d'informations visant à soutenir le développement de l'Afrique.
- **Les obligations vertes.** Les obligations vertes soutiennent la croissance verte et les efforts pour faire face au changement climatique. La Banque a été parmi les premiers émetteurs d'obligations vertes et a largement augmenté ses émissions d'obligations ces trois dernières années. L'eau, l'énergie solaire et éolienne/hydraulique sont les trois secteurs les plus importants. Les programmes phare incluent le complexe solaire de Ouarzazate au Maroc ainsi que la ferme éolienne d'Eskom Serre et le projet Xina Solar One en Afrique du Sud.

## La BAD mobilise les ressources climatiques pour l'Afrique

La Banque investit ses propres ressources, mais mobilise également des financements climatiques en provenance du secteur privé et administre plusieurs fonds climatiques (Encadré 4). Depuis 2011, la Banque a investi près de 7 milliards de dollars des États-Unis dans le financement climatique à travers 150 projets. Elle tire également des ressources, tout en y investissant, dans des fonds mondiaux dont les Fonds d'investissement climatique, la Facilité mondiale pour l'environnement, le Fonds d'adaptation et le Fonds vert pour le climat.

Entité de mise en œuvre, la Banque a augmenté l'accès de l'Afrique à ces fonds. Cependant les besoins de l'Afrique en financement climatique dépassent de loin les ressources reçues par le continent.

La BAD travaille avec des partenaires publics et privés pour mobiliser des financements nouveaux et novateurs dans le but de financer ses investissements dans l'adaptation. La Banque aide également les pays africains à élargir leur accès au financement climatique international pour des projets d'adaptation qui promeuvent la résilience au climat.

## La BAD aide l'Afrique à faire face et à s'épanouir (adaptation)

L'Afrique est particulièrement vulnérable au changement climatique qui représente une menace fondamentale pour le développement économique et social du continent, surtout pour ceux qui ont le moins de possibilités de s'adapter. Des vagues de chaleur inédites, des sécheresses, l'élévation du niveau de la mer et des réductions importantes des récoltes menacent de voir

s'éloigner la possibilité de prospérité pour des millions de personnes et d'inverser des décennies de progrès.

Les choix opérés aujourd'hui pour les infrastructures, l'énergie et la production alimentaire façonneront les opportunités de l'Afrique et ses options dans l'avenir. C'est la raison pour laquelle la BAD amplifie ses actions et mobilise des investissements pour aider l'Afrique à faire face au changement climatique et à transformer ses économies, dans tous les secteurs des besoins du continent – dont l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, l'eau et l'utilisation de la terre (Figure 2).

Aider les pays africains à gérer les risques environnementaux, sociaux et économiques a toujours fait partie du rôle de la Banque. Entre 2011 et 2013, la BAD a investi environ 1,65 milliard de dollars en soutien à l'adaptation en Afrique. La Banque compte augmenter ces investissements à 2,75 milliards de dollars par an d'ici à 2020, ce qui représente environ la moitié de son financement climatique.

La Banque soutient l'Initiative africaine sur l'adaptation et les pertes et dommages, approuvée par le Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique. L'initiative apportera une contribution majeure à une plus grande coopération internationale sur l'adaptation selon les conceptions des pays africains. Elle aidera les pays africains à identifier les besoins et à agir pour remplir leurs INDC pour l'adaptation ainsi qu'à fournir une plate-forme continentale pour les relations avec l'Initiative mondiale sur la résilience du Secrétaire général des Nations Unies.

### **Passer à une agriculture intelligente face au climat**

La plupart des Africains vivent en zones rurales, où le revenu et l'emploi dépendent presque en totalité de l'agriculture pluviale. Cela met la région dans une situation extrêmement vulnérable face aux changements

dans le débit des pluies et dans les températures, et à leurs conséquences pour la production agricole. Le changement climatique aura des effets néfastes sur la production agricole africaine ainsi que sur ses systèmes pastoraux et d'élevage, et apportera une incertitude et une instabilité dans les prix de la nourriture, avec des effets disproportionnés sur les pauvres.

Les investissements de la BAD aident les systèmes agricoles sur tout le continent à s'adapter aux stress immédiats (comme la sécheresse) ainsi qu'aux conséquences à long terme (comme les réductions des récoltes) qui non seulement augmentent mais aussi perpétuent la vulnérabilité. La Banque augmente la capacité du continent à s'adapter au risque climatique en améliorant l'accès aux technologies appropriées, en construisant une infrastructure agricole, en accentuant la réforme politique publique et en améliorant l'accès à la finance pour les petits propriétaires.

Environ 61 % des investissements de la Banque dans l'agriculture contribuent à la construction de la résilience climatique dans le secteur. La proportion passera à 90 % d'ici à 2020.

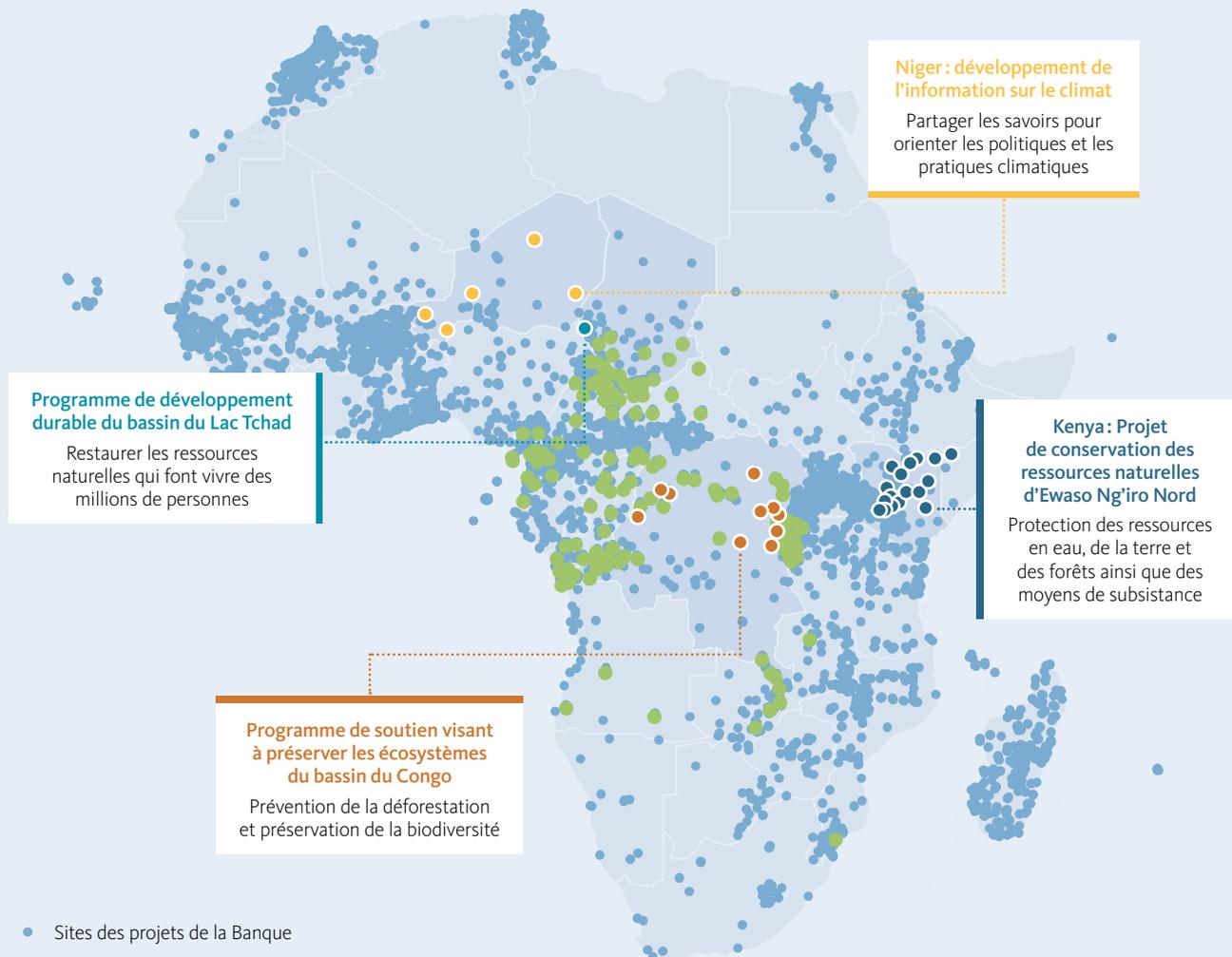
### **La gestion des ressources en eau**

Le changement climatique va faire peser une pression grave sur les ressources en eau ; cette pression sera exacerbée par l'augmentation de l'urbanisation et de l'industrialisation en Afrique. L'impact sur les ressources en eau a des répercussions immenses pour l'agriculture, l'industrie et la santé, et, dans certains pays, pour la génération d'énergie hydroélectrique.

La Banque prend en compte le changement climatique dans tous ses investissements dans le domaine de l'eau. La Banque promeut la gestion intégrée des ressources en eau ; soutient la gestion des ressources en eau transfrontalières ; renforce la résilience de la

Figure 2: **La BAD aide l'Afrique à s'adapter et à prospérer**

De la gestion des risques à la transformation des économies, les investissements de 347 millions de dollars consentis par la Banque pour le changement climatique améliorent les vies sur tout le continent



fourniture d'eau et de l'assainissement; soutient la recherche et l'information sur l'eau; promeut l'énergie verte; et aide à la construction de barrages polyvalents pour la fourniture d'eau, l'irrigation et l'énergie. La Banque a investi environ 1,1 milliard de dollars dans le développement des ressources en eau entre 2011 et 2015, dont plus de 53% étaient consacrés à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce changement. Cette proportion va augmenter jusqu'à 90% d'ici à 2020.

La BAD accueille et gère la Facilité africaine pour l'eau qui a mobilisé environ 550 millions de dollars pour aider les pays africains à atteindre la Vision pour l'eau 2025. En moyenne, chaque euro engagé par la Facilité a attiré 20€ en investissements complémentaires.

### **La promotion d'un transport durable**

Les réseaux de transport sont hautement vulnérables au changement climatique. Les événements météorologiques extrêmes causent des inondations qui risquent de dégrader ou d'inonder les routes, les lignes de chemin de fer et les ponts. Les faibles ressources financières qui auraient pu être utilisées pour le développement doivent alors être imputées aux budgets de réparation et d'entretien.

L'amélioration de la résilience des infrastructures de transport est essentielle. Les deux tiers de l'infrastructure nécessaire d'ici à 2050 sont encore à construire. Cela signifie que les investissements faits aujourd'hui dans les infrastructures auront un impact profond sur les vies et les économies des Africains de demain.

La BAD investit dans la construction de liaisons de transport plus vertes, qui atténuent le changement climatique et réduisent les émissions, tout en aidant à construire des économies et des sociétés qui incluent

tout le monde. La Banque augmente également la résilience des réseaux de transport en investissant dans le développement et la mise en œuvre de plans directeurs du secteur urbain et en promouvant des «villes durables». La Banque a l'intention de centrer 50% de ses investissements dans le transport sur le changement climatique d'ici à 2020.

### **Aider les populations à faire face au changement climatique**

L'accès à l'éducation, aux soins de santé, aux transports, à l'énergie, à la nourriture et à l'eau demande des réseaux complexes résilients aux caprices de la variabilité climatique et aux événements météorologiques extrêmes. Dans de nombreuses communautés en Afrique, une panne dans les infrastructures ou dans les services peut être une question de vie ou de mort.

Les impacts du changement climatique se font déjà sentir. Les jeunes Africains doivent acquérir les capacités et les ressources dont ils ont besoin pour s'adapter à un climat qui change et pour tirer avantage des opportunités qui surgissent dans le contexte du changement climatique, comme les nouvelles industries, les nouvelles technologies et les nouveaux emplois. En 2013, la BAD a apporté 465 millions de dollars pour le développement des capacités et la promotion du développement humain pour soutenir la transition de l'Afrique vers la croissance verte.

La Banque s'engage également à travailler avec d'autres partenaires pour construire la résilience au climat dans le Sahel, où les récents changements dans les schémas de pluviométrie et de température ont bouleversé les habitudes traditionnelles de migration des pasteurs nomades et ont poussé une partie des 100 millions de personnes de la région à migrer vers l'Europe. Avec des températures moyennes sahéliennes susceptibles

d'augmenter de 3 à 5° d'ici au milieu du siècle, les conditions de vie vont certainement causer davantage

de déplacements et mettre à plus rude épreuve encore une région chroniquement pauvre et instable.

## La BAD crée des opportunités pour un développement à basse émission de carbone (atténuation)

Les décideurs africains ont toutes les raisons de soutenir les efforts internationaux visant à minimiser les émissions de gaz à effet de serre. Parallèlement, ils ont besoin de davantage d'énergie pour stimuler et transformer leurs économies et pour augmenter l'accès à l'électricité.

L'Afrique est riche en sources d'énergie mais pauvre en fourniture et en accès électrique. Le déficit énergétique africain piège le continent dans la pauvreté : il handicape la croissance économique nécessaire pour créer des emplois et faire sortir les populations de la pauvreté.

### Encadré 5: Le Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique de la BAD

Dans le cadre du Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique, la Banque va nettement augmenter son soutien à l'énergie en Afrique. Comme l'a dit le Président de la Banque, Akinwumi Adesina, lors du lancement de l'initiative, « l'Afrique est bénie d'un potentiel illimité de ressources solaires, éoliennes, hydrauliques et géothermales. Nous devons libérer le potentiel énergétique de l'Afrique – conventionnel comme renouvelable – car l'Afrique ne peut pas faire marcher son économie avec du potentiel ».

Pour donner à tous les Africains l'accès à une énergie moderne et à bon marché, une lacune financière de 55 milliards de dollars par an doit être comblée. On a besoin à la fois d'une augmentation de l'investissement privé et d'un élargissement du financement du développement concessionnel et non concessionnel. Coopérant avec des partenaires au développement et des pays, la Banque va mener des réformes politiques et réglementaires essentielles du secteur de l'énergie pour améliorer les encouragements à l'accélération des investissements.

En travaillant de concert, l'Afrique et ses partenaires peuvent atteindre l'accès universel à l'énergie d'ici à 2025. Le Partenariat innovant dans le secteur de l'énergie en Afrique de la Banque réunira des partenaires pour déployer des efforts cohérents dans le secteur de l'énergie pour garantir un accès universel.

### MESSAGE CLÉ: L'énergie est essentielle à la croissance et à la transformation de l'Afrique

*le déficit énergétique de l'Afrique handicape la croissance économique nécessaire pour créer des emplois et faire sortir les populations de la pauvreté. La BAD travaille à régler la crise énergétique africaine d'une façon qui respecte les limites de la planète, en libérant l'énorme potentiel énergétique africain, en particulier dans les énergies renouvelables.*

Le défi est d'adopter le bon mélange d'énergies, dans lequel les sources renouvelables remplacent peu à peu les combustibles fossiles. Le Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique de la BAD vise à relever ce défi en comblant les lacunes énergétiques tout en stimulant le développement de la basse émission de carbone (Encadré 5).

## Libérer l'énorme potentiel africain en énergies renouvelables

En facilitant la transition de l'Afrique vers les énergies renouvelables, la Banque joue un rôle majeur dans la réduction des émissions du continent. C'est la raison pour laquelle la BAD investit massivement dans les innovations technologiques, les politiques et les réglementations pour accélérer la révolution des renouvelables. Elle finance des projets d'énergies renouvelables dans une vaste gamme de technologies, d'échelles et de lieux géographiques (Encadré 6 et Figure 3).

La Banque soutient également **l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique**, effort africain, et dirigé par des Africains, pour accélérer et amplifier l'exploitation du potentiel remarquable du continent en énergies renouvelables. L'initiative vise à atteindre au moins 10 GW de capacité de génération d'énergie renouvelable d'ici à 2020 et – objectif ambitieux – de mobiliser le potentiel africain pour générer au moins 300 GW d'ici à 2030.

La Banque travaille à des interventions **au-delà du réseau** de distribution et recherche de plus en plus des solutions hors réseau pour apporter aux populations rurales pauvres un accès à l'énergie, pour l'éclairage et les activités de production. La Banque est la plate-forme africaine de l'Initiative Énergie durable pour tous. Avec le travail de cette plate-forme et en partenariat avec le Fonds des énergies durables pour l'Afrique, la Banque intervient pour réduire les barrières de marchés et pour renforcer l'environnement permettant l'émergence d'un écosystème florissant de mini-réseaux verts.

Pour assurer la distribution efficace de l'électricité aux familles et aux entreprises, la BAD investit également dans l'infrastructure « immatérielle » des institutions et des réglementations. Des réglementations nationales

### Encadré 6 : Aider la transition de l'Afrique vers des énergies renouvelables qui tirent la croissance

La Banque aide des projets à grande échelle, comme les projets de centrale solaire à concentration de NOOR. Elle a également soutenu les programmes éoliens et solaires intégrés au Maroc. La Banque est un soutien actif du développement de l'électricité géothermique, apportant du capital d'investissement et une assistance technique à des opérations au Kenya, à Djibouti, en Éthiopie et en Tanzanie.

La Banque assiste de grands projets d'électricité hydraulique comme le projet de 147 MW de Ruzizi III dont bénéficieront la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda et le Burundi, ainsi que de plus petits projets d'énergie hydraulique comme les projets de secteur public de Jiji et de Mulembwe au Burundi, et le projet électrique indépendant de Sahanivotry à Madagascar.

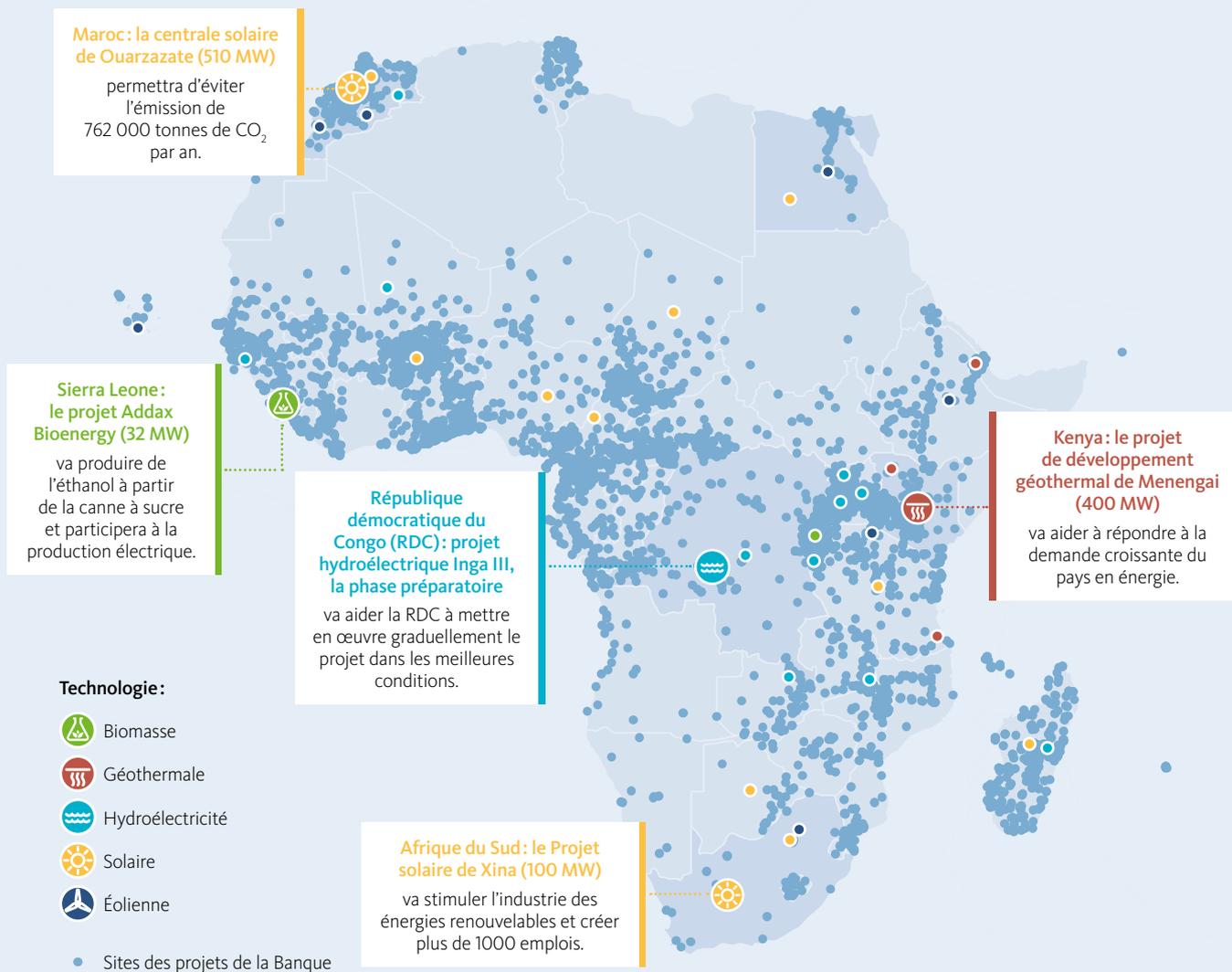
harmonisées sont la base du développement de pools énergétiques régionaux. Le Pool énergétique de l'Afrique de l'Est, par exemple, aide à remplacer le coûteux combustible fossile au Kenya par une énergie hydraulique plus économique et plus fiable en provenance d'Éthiopie. En conséquence, plus de 1,4 million de Kényans vont avoir pour la première fois accès à une électricité à des prix abordables et le Kenya va pouvoir réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de 7 millions de tonnes par an.

### Mobiliser les financements pour l'énergie

Alors que l'économie de la génération électrique est de plus en plus en faveur des technologies renouvelables, les coûts en capitaux de ces technologies peuvent encore être supérieurs à ceux des usines électriques conventionnelles, en particulier dans des pays manquant d'expérience dans la provision d'énergies renouvelables. La BAD aide les pays africains à couvrir la différence des coûts et à verrouiller les réductions d'émissions.

Figure 3: **La BAD stimule les énergies à faibles émissions de carbone**

La Banque investit massivement pour augmenter l'accès à l'énergie tout en évitant les émissions de carbone: ses investissements dans les énergies renouvelables se montent à 2,1 milliards de dollars



La Banque est leader dans le financement et la coordination des énergies renouvelables sur le continent africain (Encadré 7). Le financement de la Banque pour la génération d'énergie s'est déplacé, de 86% de génération fondée sur les énergies fossiles en 2009–2011 à 71% de génération fondée sur des énergies propres en 2012–2014, conformément à la politique énergétique adoptée en 2012 qui promeut une transition vers la croissance verte.

Entre 2011 et 2012, la BAD a doublé ses engagements envers l'énergie propre et est devenue le plus grand financier du continent (Bloomberg Energy Finance, 2013).

La BAD travaille avec des partenaires publics et privés pour mobiliser des financements nouveaux et novateurs afin de financer ses investissements dans l'énergie propre et renouvelable. La Banque aide les pays africains à élargir leur accès au **financement international du changement climatique** pour des projets énergétiques qui promeuvent la résilience du climat et la génération d'énergie à faible émission de carbone. La Banque a réussi à canaliser le financement climatique des facilités mondiales, dont la Valorisation à grande échelle des énergies renouvelables pour les pays à bas revenu (SREP) et le Fonds des technologies propres, programmes sous l'égide du Fonds d'investissement climatique (FIC), ainsi que la Facilité mondiale pour l'environnement et le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA).

La Banque collabore avec le **secteur privé** pour élargir la portée de son financement énergétique, particulièrement pour l'énergie renouvelable. Depuis 1998, la BAD a approuvé plus de 2 milliards de dollars de projets énergétiques du secteur privé. Pour attirer l'investissement du secteur privé vers l'énergie à une large échelle, la Banque travaille avec les gouvernements africains pour améliorer leurs climats de l'investissement.

### Encadré 7: Diriger et coordonner le développement du secteur de l'énergie

La Plate-forme africaine de l'Énergie durable pour tous (SE4ALL) est hébergée par la BAD en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La plate-forme joue un rôle central dans la coordination et la facilitation et dans la mise en œuvre de l'Initiative SE4ALL en Afrique; le Président de la Banque est membre du Conseil consultatif de l'initiative. Un rôle essentiel d'application est également envisagé pour la plate-forme sous le Plan d'action du G20 sur l'accès à l'énergie de l'Afrique subsaharienne.

La Banque héberge également le secrétariat du Groupe africain des leaders de l'énergie (AELG) conjointement avec la Plate-forme, comme un programme public-privé de haut niveau visant à proposer des solutions aux questions régionales du secteur de l'énergie. La partie ouest-africaine a été lancée avec succès en juin 2015 et un lancement dans toute l'Afrique est envisagé.

La Banque est l'un des architectes du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA), et un financier principal du Plan d'action prioritaire du PIDA, présentant neuf barrages hydroélectriques, quatre interconnecteurs électriques régionaux, un pipeline de transport de pétrole et un de transport de gaz. La Banque est impliquée dans la préparation et la mise en œuvre de certains de ces projets. La Banque héberge également le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) qui a un rôle de plaidoyer pour le développement des infrastructures.

La Banque coopère avec des parties prenantes essentielles du secteur, comme l'Initiative de Barack Obama pour l'électricité en Afrique, pour laquelle la Banque est un partenaire de référence; la Commission européenne; des donateurs bilatéraux comme les agences de développement britannique, française et allemande (DFID, AFD et KfW); le Couloir africain de l'énergie propre de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable, entre autres.

La Banque a acquis une expérience considérable dans la préparation du terrain pour les investisseurs du secteur privé dans les partenariats énergétiques public-privé (PPP), et élargit **l'utilisation des instruments d'atténuation des risques**. Ainsi, la branche des prêts concessionnels de la Banque, le Fonds africain de développement (FAD), a fourni une garantie partielle de risque (GPR) de 22 millions de dollars des États-Unis pour le Projet d'usine éolienne du Lac Turkana qui sera l'une des plus vastes fermes éoliennes africaines. La GPR atténue le risque de retards dans la construction de la ligne de transmission de 428 km, propriété publique, nécessaire pour injecter 300 MW dans le réseau.

La Banque est un investisseur actif dans les **fonds de capital investissement et de dette**, avec un accent sur l'énergie. Elle a investi dans des fonds comme le Fonds d'investissement 2 dans l'infrastructure africaine et le Fonds africain des énergies renouvelables (FAER) avec un accent sur les projets d'énergies renouvelables de petite échelle ou de moyenne échelle reliés au réseau.

Avec le New deal pour l'énergie en Afrique, la Banque va établir une **Facilité de financement énergétique du bas de la pyramide** pour aider les Africains à avoir accès à des solutions propres pour la cuisine (appareils et combustibles), réduisant ainsi la pollution de l'air domestique qui tue à l'heure actuelle environ 600 000 Africains par an.

La Banque commence à amplifier les activités d'**efficacité énergétique**. La Banque a financé plusieurs projets d'efficacité énergétique visant à améliorer les systèmes électriques grâce à la réhabilitation des lignes de distribution. Il existe également dans certains pays africains un potentiel significatif d'amélioration de l'efficacité de la consommation électrique dans les habitations, les entreprises et l'industrie. La BAD a créé

sa première ligne de crédit pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique pour Stanbic IBTC, au Nigéria, avec le soutien du Fonds pour la technologie propre.

### **Réduire les émissions grâce à l'usage durable de la terre et la gestion des forêts**

Environ 65 % des émissions de GES proviennent de la déforestation et de la mauvaise gestion des terres agricoles et pastorales. Cela signifie que l'Afrique a un potentiel significatif d'atténuation grâce à des changements dans l'agriculture, la foresterie et l'usage des terres.

Jusqu'à présent le soutien à ce type d'atténuation a été limité. C'est regrettable car c'est dans ce domaine que l'Afrique subsaharienne peut apporter la plus grande contribution aux cibles mondiales de réduction des émissions. Une partie du problème peut être attribuée à l'architecture du Programme pour la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), dans le cadre duquel de nombreux gouvernements ont lutté pour atteindre les critères d'éligibilité.

La BAD investit largement dans la préservation des forêts d'Afrique depuis trente ans, et a financé environ 100 opérations pour une valeur d'environ 2,8 milliards de dollars. Plusieurs projets bénéficieront de REDD+, dont le Projet d'augmentation du revenu agricole et conservation des forêts en Ouganda, d'une valeur de 78 millions de dollars, qui remet en végétation 9900 hectares d'un bassin dégradé, protège 99 000 hectares de forêts naturelles et effectue 13 000 hectares de plantations d'arbres. La Banque héberge le Fonds de la forêt du bassin du Congo, initiative visant à soutenir la gestion durable des forêts et l'inversion de la déforestation et de la dégradation des forêts.

## La BAD soutient la position de l'Afrique dans le processus de négociation de la CCNUCC

La Banque a été l'un des soutiens du Groupe africain de négociateurs (GAN), grâce à un programme de travail qui permet de garantir leur participation active au développement du nouvel accord sur le changement climatique à la COP21. Ces sept dernières années, la Banque a régulièrement apporté son soutien au GNA pour renforcer ses capacités de négociation sur la base d'une position commune qui reflète les préoccupations et les intérêts de l'Afrique. Le soutien de la Banque comprend :

- Le partage d'informations techniques et scientifiques, et la commande de documents scientifiques et politiques sur des questions soulevées par le GAN pour traiter de questions complexes de négociations et mieux faire connaître ses positions.
- L'apport d'un soutien technique et juridique, dont des services de conseil juridique et un appui à la négociation en temps réel.
- Un soutien à la participation de négociateurs africains majeurs pour les réunions préparatoires.
- L'organisation de réunions inter-session pour tirer les enseignements des précédentes COP et élaborer des stratégies pour les prochaines.

- Le soutien à la participation de négociateurs africains majeurs quand leurs gouvernements n'étaient pas en mesure de le faire.
- Un soutien administratif et logistique.

La Banque, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNCEA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dirige le soutien à la participation de l'Afrique à la COP21. Ces quatre institutions vont établir le Pavillon de l'Afrique, comme l'ont demandé les chefs d'État africains. Le pavillon offrira un espace physique où les délégations africaines pourront se rencontrer pour établir des stratégies et synchroniser leur participation au processus de la COP.

Le pavillon symbolisera également la détermination unitaire de l'Afrique face au changement climatique, ainsi que l'importance d'un accord mondial sur le climat qui réponde de façon adéquate aux préoccupations de l'Afrique et pose les bases d'un développement durable et intelligent face au climat. Le pavillon hébergera des événements de haut niveau, dont la Journée de l'Afrique à laquelle assisteront des chefs d'État présents à la COP21. ■

## 4 Recommandations et perspectives

Traiter des défis du changement climatique en Afrique demande une collaboration entre une vaste gamme de parties prenantes, à la COP21 et au-delà. Les recommandations de cette partie décrivent comment les gouvernements africains et la communauté internationale peuvent réussir à atteindre un accord positif à la COP21 et une transition vers une croissance verte.

### Pour les gouvernements africains

Les pays africains ont développé un processus simplifié pour soutenir les efforts africains de négociation à la COP21. Ils ont également fait la démonstration nette de leur leadership dans le domaine du changement climatique à travers le Comité des chefs d'État africains sur le changement climatique. Cependant les gouvernements africains peuvent faire plus.

- 1. Faire la preuve de leur leadership dans la gouvernance du changement climatique.** Les gouvernements africains doivent parler d'une seule voix à la COP21 et s'assurer que le nouvel accord mondial sur le climat réponde aux besoins spécifiques de l'Afrique. Ils doivent prendre l'initiative et plaider pour une adaptation qui transforme leurs économies, et pour l'adaptation des financements à travers l'Initiative sur l'adaptation et les pertes et dommages.
- 2. S'engager pleinement dans le processus INDC.** Les pays africains doivent s'engager à mettre en œuvre leurs INDC, qui offrent un pont vers un développement résilient au climat et à faibles émissions de carbone. Grâce à des INDC bien conçus, les gouvernements africains peuvent saisir

l'opportunité de passer directement à la croissance à basse émission. Ils peuvent également réussir un « triplé gagnant » dans l'agriculture – plus forte productivité, augmentation de la résilience et émissions plus faibles – tout en fournissant davantage d'énergie aux plus pauvres pour qu'ils transforment leur avenir.

- 3. Créer des environnements favorables à l'investissement privé.** Les gouvernements doivent offrir un environnement réglementaire et économique qui encourage le secteur privé à investir dans des projets verts dans les secteurs prioritaires, selon les avantages comparatifs et compétitifs de chaque pays.
- 4. Diversifier les sources de financement.** Les gouvernements africains doivent exploiter au maximum les opportunités d'obtenir des financements de la part d'une vaste gamme de sources, dont des donateurs émergents comme le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Arabie saoudite. Le financement pourrait être utilisé avec de meilleurs résultats si l'on améliorait la coordination des financements des donateurs, conformément aux

principes clé d'appropriation (les pays partenaires établissent leurs propres stratégies), d'alignement (les pays donateurs soutiennent ces objectifs),

d'harmonisation (les pays donateurs évitent les doubles emplois) et de redevabilité de la part des donateurs et de leurs partenaires.

## Pour la communauté internationale

1. **Afficher un haut niveau d'ambition pour la COP21 et pour la suite.** Pour assumer leur responsabilité historique d'aide aux pays en développement, dont les pays africains, à faire face à leurs défis relatifs au changement climatique, les pays développés doivent réduire leurs émissions et fournir des ressources financières. Ils doivent respecter leur engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an de ressources nouvelles et supplémentaires d'ici à 2020. Les pays développés et les autres pays à fortes émissions doivent faire davantage pour la COP21 – réduire les émissions dans les limites scientifiques pour garantir que l'augmentation de la température moyenne mondiale reste en dessous de 1,5°C.
2. **Soutenir une architecture cohérente pour la finance climatique : cesser la fragmentation.** L'actuelle architecture est fragmentée et inefficace, et limite l'accès de l'Afrique au financement mondial pour le changement climatique. La communauté internationale doit soutenir un processus plus simple qui crée la parité entre l'adaptation et l'atténuation, établit un équilibre régional dans les allocations et donne la parole aux pays développés, en particulier

aux plus vulnérables. Le Fonds vert pour le climat incarne certains de ces critères mais il doit être mieux financé pour pouvoir atteindre ses objectifs.

3. **Soutenir les initiatives africaines de transition vers la croissance verte.** Pour garantir que l'Afrique ne devienne pas dans les années à venir le plus grand émetteur de gaz à effet de serre, les pays développés doivent soutenir deux initiatives africaines visant à contenir l'augmentation de la température mondiale moyenne en dessous de 1,5°C : l'Initiative africaine pour l'énergie renouvelable et l'Initiative africaine pour l'adaptation et les pertes et dommages.
4. **Augmenter la cohérence du financement climatique en Afrique.** Le financement visant à répondre au défi climatique doit suivre les principes reconnus de l'efficacité de l'aide – appropriation, alignement, harmonisation et redevabilité. Les donateurs doivent soutenir le Partenariat innovant dans le secteur de l'énergie en Afrique de la Banque, qui a pour but de coordonner l'action visant à assurer l'accès universel à l'énergie en Afrique d'ici à 2025.

## Les perspectives : Engagements de la Banque africaine de développement

- 1. Soutenir les négociateurs africains.** La BAD va continuer à apporter le soutien dont ont besoin les négociateurs africains pour assurer que le nouvel accord sur le climat réponde bien aux besoins de l'Afrique. Les accords mondiaux précédents, comme le Mécanisme de développement propre et la Facilité mondiale pour l'environnement n'ont pas apporté de bénéfice à l'Afrique car ils ne privilégiaient pas les préoccupations du continent.
- 2. Aider les pays les plus vulnérables.** La BAD va continuer à améliorer les capacités des pays africains les plus vulnérables à accéder au financement et aux opportunités climatiques, ainsi qu'à évaluer et développer des plans de mise en œuvre pour leurs INDC, de façon à rendre l'ordre du jour du développement africain plus résilient et durable.
- 3. Augmenter le financement relatif au changement climatique.** La BAD va tripler son financement climatique annuel pour atteindre 5 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Les dépenses climatiques de la BAD vont augmenter pour atteindre 40 % de la totalité de ses nouveaux investissements d'ici à 2020.
- 4. Intégrer le climat dans ses activités.** La Banque va continuer à prendre en compte le changement climatique dans toutes ses activités, pour promouvoir la croissance économique en construisant la résilience; en gérant efficacement et durablement ses actifs naturels – y compris en augmentant la productivité agricole; et en promouvant des infrastructures et une urbanisation durables tout en minimisant la pollution et les déchets.
- 5. Soutenir l'adaptation.** Tout en restant sélective dans ses interventions, la Banque va continuer à soutenir des initiatives clés comme les Mesures d'atténuation adaptées au niveau national, auxquelles les États africains se sont engagés, et la REDD+. La structure actuelle de la Banque ne soutient pas la mise en œuvre de programmes. La Banque devrait encourager la collaboration de villes, de régions, d'entreprises, d'investisseurs et de gouvernements nationaux pour augmenter l'ambition de l'Afrique dans l'action relative au changement climatique.
- 6. Mobiliser des fonds supplémentaires pour le climat.** La Banque va fermement augmenter sa mobilisation de ressources de financement concessionnel pour le climat, en utilisant pleinement les fonds existants (dont la Valorisation à grande échelle des énergies renouvelables pour les pays à bas revenu (SREP), le Fonds des technologies propres et la Facilité mondiale pour l'environnement), en mobilisant et en déployant ses instruments d'assistance technique maison comme le Fonds pour l'énergie durable en Afrique, et en accédant au nouveau Fonds vert pour le climat.
- 7. Soutenir les initiatives qui changent la donne.** La Banque va soutenir le développement et la mise en œuvre de l'**Initiative pour l'énergie renouvelable en Afrique** et l'**Initiative africaine pour l'adaptation et les pertes et dommages**. Elle se posera en vrai leader du **New deal pour l'énergie en Afrique**. La Banque va faciliter l'établissement du **Partenariat de transformation énergétique en Afrique**, pour mieux coordonner les nombreuses activités importantes mais disparates du secteur de l'énergie en Afrique. Le Partenariat accélérera les actions dans les domaines suivants :

- Augmentation significative des investissements de la Banque africaine de développement dans le secteur de l'énergie ;
- Tous les partenaires au développement, ainsi que le secteur privé, devront augmenter significativement leurs investissements dans le secteur de l'énergie ;
- Travailler avec les pays africains pour qu'ils augmentent la part de leurs PIB consacrée à l'énergie ;

- Encourager les pays africains à entreprendre les réformes indispensables du secteur de l'énergie ;
- Mobiliser les décideurs politiques sur des mutations visant à accélérer l'accès universel à l'énergie en Afrique.

La Banque étendra son travail à l'accès à l'énergie via les mini-réseaux et le hors réseau ainsi qu'à l'efficacité énergétique pour garantir l'accès universel de l'Afrique à une énergie moderne d'ici à 2025 ■

# Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes, overlaid with a light blue wavy background pattern.

# Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes, overlaid on a background of light blue wavy patterns.



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT





**TOUS ENSEMBLE  
POUR LE CLIMAT**

**cop21.gouv.fr #COP21**



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT

**Banque africaine de développement**

Immeuble CCIA - Avenue Jean-Paul II - 01 B.P. 1387 Abidjan 01, Côte d'Ivoire  
Phone: (225) 20 26 36 56 • Fax: (225) 20 21 31 00

**[www.afdb.org](http://www.afdb.org)**